

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Négociations SALT LE «NIET» DE BREJNEV

Commentant la venue prochaine à Moscou du se-

crétaire d'Etat américain aux affaires étrangères, Brejnev déclarait avec son arrogance coutumière : « nous verrons ce qu'il apportera dans ses bagages ».

Ce qu'il apportait, Vance l'a fait savoir à la presse avant qu'il mette le pied à Moscou : une proposition de relance des négociations SALT 2, portant sur la limitation de l'arsenal nucléaire des deux superpuissances.

L'administration Carter avait prévu deux bases de négociations, l'une « basse », en excluant de la discussion l'épineux problème des missiles « Cruise » et des avions « Backfire », l'autre « haute » portant sur un règlement global et proposant de ramener de 2 400 à 1 500 le nombre des missiles russes comme américains.

Brejnev vient de dire « Niet » à ces ouvertures américaines. Négociant dans un rapport de forces qui lui est favorable, il exige plus de concessions de son rival américain. Il exige que soit limitée sa production de missiles « Cruise » tout en pouvant développer lui-même sans frein ses bombardiers « Backfire ». Et il ne s'est pas privé de parler haut et fort pour lui faire savoir sa grogne devant la manière dont Carter s'est saisi de la question des droits de l'homme en URSS pour marchander ses missiles avec Moscou. Même la télévision française nous a retransmis ces images d'un Brejnev arrogant et grondeur et d'un Vance penaud et défensif.

Ce dernier devait annoncer mercredi soir, à l'issue de sa visite, que ses propositions sur la limitation des armes nucléaires avaient été rejetées comme « inacceptables » par le Kremlin sans que celui-ci avance de son côté, une contre-proposition. Prévenu de cette situation, Carter convoquait aussitôt, mercredi après-midi les dirigeants des partis démocrate et républicain pour les informer de ces résultats.

Il précisait que « les USA seront forcés d'envisager le développement de nouveaux armements » s'ils estiment après les nouvelles négociations américano-soviétiques prévues en mai, qu'un accord SALT est improbable ». Il qualifiait toutefois de « constructifs » les entretiens de Vance à Moscou.

Pendant que les deux superpuissances s'affrontaient ainsi sur les questions d'un prétendu désarmement, l'URSS procédait à une nouvelle explosion nucléaire et les USA annonçaient la mise en chantier d'un nouveau satellite capable de détruire tout satellite ennemi, placé sur orbite qui coûtera au bas mot 41 millions de dollars.

Un verdict scandaleux de la Cour de sûreté de l'Etat

3 ANS DE PRISON POUR JEAN-CHARLES DENIS

La Cour de sûreté de l'Etat, pour l'exemple et sur ordre du gouvernement de l'Etat capitaliste, a condamné Jean-Charles Denis à 3 ans de prison ferme.

La grande presse daigne à peine y consacrer quelques lignes. Et pour cause. Ce jeune, fils de petit paysan breton, était révolté contre cette société et la situation qu'elle fait aux travailleurs.

Et ils sont des millions comme lui : en témoignent les multiples luttes qui se développent sur tous les fronts.

Face à ces luttes, ce

régime capitaliste en faillite sur tous les plans ne connaît qu'un langage : celui de la répression.

L'opération montée contre Jean-Charles Denis fait partie d'un vaste complot qui vise l'ensemble du peuple travailleur : de multiples lois répressives et juridiction d'« exception » pour les appliquer ; l'ilotage, les fouilles dans le métro, les expulsions d'immigrés et les opérations coups de poing, pour la soi-disant sécurité des Français ; les jeunes des lycées et collèges passibles des tribunaux ; et ces jours-ci la multiplication des

opérations de flics contre des grévistes ou celles contre les milieux dits « maoïstes » après la mort de Tramoni.

Voilà qui dessine les contours de ce complot que ne renie nullement la « gauche », elle qui appelle au renforcement de la police dans les quartiers, use de ses propres milices (comme le PCF expulsant par la force des journalistes qu'il licenciat de ses Editions Vaillant) et crie sans cesse aux « gauchistes-casseurs ».

Il n'est qu'une seule vérité contre ce complot, contre la répression : celle de la lutte unie de tous les travailleurs.



Editorial

Les révisionnistes et l'Etat

Comme Giscard, le parti de Georges Marchais parle de « changement ». En présentant hier leur livre « les communistes et l'Etat », trois membres du comité central du PCF ont affirmé : « De la Commune de Paris et des Bolchéviks à nous, il y a eu un changement d'ère révolutionnaire ». Et les autres de « démontrer » qu'en France la voie vers le socialisme ne peut s'ouvrir sans un rassemblement majoritaire et que ce qui importe c'est « la transformation interne de l'Etat dans un sens démocratique ».

On ne saurait être plus précis dans le reniement des enseignements de Lénine, de la Commune de Paris, de la Révolution d'octobre qui indiquent catégoriquement qu'on ne saurait s'emparer de l'appareil d'Etat capitaliste pour le faire fonctionner au service du peuple, qu'il doit être détruit de fond en comble et remplacé par la dictature du prolétariat sur ses exploités.

Dans son offensive pour s'emparer du pouvoir bourgeois à l'occasion des élections législatives de 1978, le PCF fait campagne sur deux thèmes qu'il affectionne tout particulièrement : les nationalisations « démocratiques » et la police « démocratique ». Le premier étant censé être la solution de tous les

maux engendrés par l'exploitation des travailleurs, le second vise à faire passer les forces de répression de la bourgeoisie pour des protecteurs des libertés républicaines.

Deux exemples récents témoignent du sort que tout cela signifie pour la classe ouvrière : la semaine dernière, l'Humanité ouvrait toutes grandes ses colonnes aux PDG des trusts nationalisés d'Air-France et d'ELF ainsi qu'à d'autres pour qu'ils vantent les mérites de l'« efficacité » de ces monopoles d'Etat.

Cette semaine, ces mêmes PDG montent dans les actes le secret de cette « efficacité ». A Orly, M. le PDG d'Air-France a fait intervenir mardi les flics contre les caissiers d'un parking en grève.

« Défendre les entreprises publiques, c'est défendre le progrès social » disait l'Humanité.

Le PDG d'ELF-Aquitaine, dont les lecteurs de l'Humanité ont pu lire la prose, défend tellement ce progrès que les travailleurs de la raffinerie ELF à Ambes, en Gironde, sont en grève depuis 8 jours pour s'opposer aux licenciements de 240 d'entre eux. L'« efficacité » comme dirait l'Humanité.

Lire en page 3

l'article

Le nouveau gouvernement de Giscard

troupe de

choc...

pour

le

libéralisme

avancé



SAMEDI 2 AVRIL
à l'appel du Comité de coordination
des foyers Sonacotra
en grève
MEETING POPULAIRE
de 14 à 18 h
A LA MUTUALITE

Une médecine au service de qui ?

Je suis infirmière de nuit dans un service de 11 opérés et d'un deuxième étage de 18 malades.

Ça veut dire que, seule ou pas, je fais la navette pendant 12 heures entre 2 étages, laissant parfois les malades en bas, seuls, sans surveillance, sauf si une aide-soignante du haut est disponible.

Si un pépin arrivait, on accuserait le personnel de faute professionnelle et le problème du manque d'effectif on n'en parlerait surtout pas !

Dans le service où je suis, on se débrouille entre nous, mais combien de fois, suis-je appelée dans tel ou tel autre service de l'hôpital pour piquer un malade qui ne va pas, etc, les soins étant assurés par une ou deux aide-soignantes et un étudiant en médecine qui fait ce qu'il peut !

Le manque d'effectif... «pensez-vous» dira le direc-

teur, évidemment il y a une infirmière dans ce service mais il n'y en a pas d'autre qui la remplace quand elle est en congé ou malade, etc !

Il est plus facile (question de se faire des profits sur le dos des travailleurs !) d'envoyer une infirmière faire le bouche-trou dans un autre service sous prétexte que vous êtes en nombre dans votre service habituel et vous débarquez pour une nuit ou deux dans un service que vous ne connaissez pas, où défilent accidentés, opérés en urgence, etc. «Démérez-vous», voilà ce qu'on vous dit !

Au service de qui cette médecine ?

Pas du personnel, pas des malades mais une médecine capitaliste contre laquelle il faut s'unir et se battre classe contre classe.

Une infirmière de nuit marxiste-léniniste

Deux journées en clinique...

Cela s'est passé dans une «polyclinique» ouverte récemment à Lille. Une femme ouvrière dans le textile y a été hospitalisée pour une petite intervention chirurgicale. Au moment de l'anesthésie, la piqûre a été faite sans désinfection préalable : résultat 390 et le bras qui enfle. Lors de l'opération une baisse de la tension est survenue.

En soirée, la tension est tombée à 9 : et pourtant aucune vérification n'a été faite durant toute la nuit.

Un seul infirmier qui aurait pu la faire a été appelé ailleurs en urgence.

Il faut ajouter à cela la propreté de la vaisselle qui laisse à désirer... et la facture salée : l'administration est allée jusqu'à réclamer 13 communications de téléphone alors qu'il n'y en avait eu que 4. Cette insuffisance de personnel, ce manque de matériel, c'est la médecine capitaliste que ne peuvent cacher les façades ultra-modernes.

Pollution

● Seveso:

Ça continue

500 cas de lésions cutanées ont été dénombrés chez les écoliers de la région.

Les médecins sont d'autant plus inquiets qu'une trentaine d'entre eux ont été découverts dans des

régions considérées jusqu'à présent comme hors de la zone atteinte. Des concentrations dangereuses de dioxine avaient cependant, rappelés le été découvertes jusque dans les légumes de la banlieue de Milar.

L'URSS :

Un pays impérialiste à part entière

Cet article est tiré du journal «The Call» le journal politique de la Ligue Octobre des USA. Il commente une étude passée dans la revue américaine «Fortune», une des plus importantes revues spécialisées dans la finance capitaliste.

Un article de la revue «Fortune» de ce mois-ci décrit le développement rapide des entreprises commerciales d'URSS dans les pays de l'Ouest. L'article, intitulé «cette internationale communiste a un accent capitaliste» relève le fait que, tout comme pour les autres pays impérialistes, les pratiques commerciales de l'URSS sont basées sur la recherche du profit maximum. Dans de nombreux cas, elle sont copiées sur les pratiques des pays impérialistes occidentaux.

LEUR BUT : FAIRE DES PROFITS

L'article montre que, dans leur course folle à la compétition avec les autres cartels internationaux, les capitalistes soviétiques ont accumulé une masse de dettes qui s'élève à 15 milliards de dollars. Un gigantesque tissu composé de banques, de compagnies maritimes, pétrolières et informatiques s'est introduit dans la plupart des pays d'Europe ainsi qu'aux USA.

A l'opposé des banques soviétiques qui du temps de Lénine et de Staline opéraient dans quelques pays occidentaux, pour faciliter les échanges, les banques soviétiques actuelles n'ont pour but que d'amasser des profits.

«Fortune» remarque que «les banques soviétiques ont abandonné leur prudence traditionnelle et leurs limites étroites du commerce entre l'Est et l'Ouest pour se lancer dans des opérations financières rapides ayant pour but d'accumuler des bénéfices dans les délais les plus courts»...

L'illustration la plus claire des conséquences politiques des pratiques de business international soviétique se trouve peut-être dans le domaine des exportations de pétrole soviétique. Selon le magazine «Fortune», l'URSS est actuellement le plus grand producteur mondial de pétrole, avec en 1975, une production de 3,5 milliards de barils (contre 2,5 pour l'Arabie saou-

«Fortune» dit : «Les activités soviétiques lors de l'embargo de 1973 répétèrent le vieux talent des capitalistes de bien séparer la politique et le commerce. Cependant que les diplomates soviétiques au Moyen-Orient encourageaient les pays arabes à maintenir l'embargo, les vendeurs de la NAFTA (compagnie pétrolière soviétique basée en Belgique) se répandaient dans toute l'Europe, et même en Amérique du Nord pour vendre leur pétrole. Ils firent un malheur, en vendant en particulier à la Hollande et aux USA, les pays

ses larbins cubains ont récemment engagé un assaut verbal contre les pays de l'OPEP. Les révisionnistes ont attaqué la juste décision de l'OPEP d'augmenter ses prix et ont tenté de diviser le groupe des pays du tiers monde producteurs de pétrole.

L'article de «Fortune» jette également un éclairage sur le sabotage du mouvement du tiers monde par son soi-disant «allié naturel». En 1975, alors que les pays de l'OPEP luttaient pour augmenter les prix afin de compenser l'inflation occidentale, l'URSS baissa ses propres prix de 10 %. De cette manière, elle s'accapara une grande part du marché et sapa les positions de l'OPEP.

LE STADE SUPREME DU CAPITALISME

Enfin, l'article de «Fortune» traite du discours du premier ministre Kossiguine au 25e Congrès du parti révisionniste soviétique.

Dans ce discours, Kossiguine proposait qu'un secteur séparé de l'économie soit mis sur pied en ce qui concerne les exportations.

Cette séparation reflète bien la grande importance que les sociaux-impérialistes accordent à l'exportation du capital, ce que Lénine appelait «Le stade suprême du capitalisme». Comme c'est là le domaine dans lequel les plus grands profits et super-profits sont créés, c'est le «domaine qui se développe le plus largement dans l'économie soviétique. Le résultat en est que le développement en matière agricole et de consommation est freiné.

Ainsi, par ces exemples apparaît que ce qui dirige l'économie soviétique est la recherche maximum du profit mais également que ce profit sert les dirigeants soviétiques et, en aucun cas la classe ouvrière.



Publicité accompagnant l'article de la revue économique américaine «Fortune» la légende en russe dit «Capitalistes de tous les pays, unissez-vous». Pas d'erreur, les impérialistes se reconnaissent bien entre eux.

dite).

La demande mondiale en pétrole augmentant, l'URSS casse les prix pour vendre plus que les pays de l'OPEP.

les plus visés par l'OPEP.»

UNE ARME : LA DIVISION

La presse soviétique, et

● Zaïre

Escalade de l'agression sociale-impérialiste

Mercredi soir, la situation était très tendue au Zaïre, dans la province du Shaba victime de l'agression des mercenaires aux ordres de Moscou. Ces derniers, qui continuent à affluer en provenance de l'Angola, menacent l'important centre minier de Kolwelzi, situé à 2 000 km de la capitale.

C'est une bataille de grande importance qui se prépare à cet endroit car Kolwelzi représente les deux tiers des ressources en devises du Zaïre avec une pro-

duction annuelle de plus de 500 000 tonnes de cuivre (6e rang mondial).

Privée de sa principale source d'approvisionnement, l'économie de pays pourrait s'asphyxier rapidement.

L'armée zairoise se prépare activement à défendre Kolwelzi. Des blindés ont pris position autour du siège de la société minière qui exploite les gisements de la région. Les soldats creusent tout autour de la ville des trous individuels.

Sur le plan diplomatique,

le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), premier ministre de l'île Maurice, a apporté le soutien total au Zaïre face à l'agression dont il est victime» condamnant «sans réserve» cette agression, il l'a qualifiée «d'acte irresponsable».

D'autre part, le ministre nigérian des affaires étrangères est arrivé mercredi à Kinshasa, porteur d'un important message du président du Nigéria. Il y a quelques jours, celui-ci a of-

fert sa médiation au Zaïre pour mettre un terme immédiat au conflit.

Pendant ce temps, Podgorny l'émissaire du social-impérialisme russe qui est le véritable investigateur de cette agression ouverte contre le Zaïre, se répand cyniquement en promesses «d'assistance à l'Afrique» et recommande la création sur l'ensemble du continent d'une «zone démilitarisée» à l'heure même où Moscou allume un nouveau brasier sur le sol africain.



Le cinéma albanais un cinéma militant

C'est à partir du 29 novembre 44, (jour de la libération de l'Albanie) qu'a commencé la grande histoire du cinéma albanais.

De 17 à 450 salles

Ce chiffre montre le chemin parcouru par les Albanais sur le plan des films. En 1947, le Parti du travail décide la nationalisation des quelques salles existantes et la création de l'entreprise cinématographique albanaise. Quelques centaines de mètres de films documentaires tournés par des étrangers, présentant l'Albanie comme un pays exotique : voilà la seule production héritée de la période antérieure.

La création d'un cinéma socialiste albanais est liée étroitement à la lutte pour la construction du socia-

lisme sous la direction du PTA d'Enver Hoxha.

Cela commence par des documentaires et des films sur la mobilisation du peuple pour reconstruire le pays ruiné par les fascistes et nourrir la population. Cette utilisation des terres et la transformation socialiste des villages sont évoquées dans le film Tana (57-58).

Dans les années 60, le cinéma fut partie prenante de la lutte contre le révisionnisme moderne. Il s'y engagea à fond pour démasquer l'idéologie bourgeoise révisionniste, mais aussi pour montrer la grande mobilisation du peuple pour réaliser les tâches fixées par le PTA. Actuellement, les films albanais traitent de la vigilance pour la sauvegarde des victoires de la révolution socialiste.

Rien n'est plus vivant que l'art de réalisme socialiste

Nos grands esthètes bourgeois prétendent que le cinéma de réalisme socialiste est un art stéréotypé, coupé de la vie, ennuyeux. Nous conseillons à nos lecteurs d'aller voir les films albanais, ils verront d'eux-mêmes que c'est un mensonge : rien n'est plus vivant que l'art de réalisme socialiste.

«L'affrontement»

Ce film récent en est un excellent exemple. Film réaliste par excellence, il met en scène les héros de la vie quotidienne du peuple albanais, avec leur détermination à construire le socialisme mais aussi avec leurs hésitations, leurs multiples conflits. C'est un film qui montre de façon concrète les multiples problèmes et contradictions qui étaient celles de la campagne al-

banaise juste au lendemain de la Libération, en 1948.

Ce film atteint aussi une certaine perfection au niveau de la forme, dans l'utilisation de la couleur, dans le jeu très simple des acteurs, dans le rythme du scénario très proche du rythme de la vie des paysans albanais. C'est vraiment le reflet de la réalité albanaise.

«Beni marche tout seul»

C'est un film joué entièrement par des enfants, avec leurs mots, leurs problèmes, leurs réponses et leurs solutions. Il montre comment la vie, au contact de la nature, au contact du travail des paysans est la meilleure école. Un thème très actuel donc.

Seul un pays socialiste, un pays de liberté pour le peuple, peut donner à des enfants la possibilité de

s'exprimer aussi librement. Si c'est un film joué par des enfants, ce n'est pas un film «enfantin», c'est une grande leçon donnée aux adultes aussi.

Le réalisateur n'a pas eu peur non plus de donner la priorité à l'image. C'est un film qui montre la vie, et les images parlent d'elles-mêmes, ce qui est le propre d'un art comme le cinéma.

Le PCF et la guerre d'Algérie

Les omissions d'Henri Alleg

Une controverse vient d'opposer «le Matin de Paris» et «l'Humanité». Le premier de ces quotidiens, sous la plume du «socialiste» Jean-Pierre Cot a réfuté certaines appréciations contenues dans un livre publié sous le titre «François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire».

Cot s'est en particulier indigné de cette phrase «François Mitterrand a manqué le rendez-vous de la décolonisation» et lui a opposé non sans cynisme que «... Mitterrand et Mendès-France étalent à l'époque les hommes de la décolonisation en Afrique du Nord comme au Vietnam...» (*)

Dans «l'Humanité» du 26 mars, les dirigeants du faux parti communiste français ont tenté de profiter de cette falsification éhontée de l'histoire pour offrir à leurs lecteurs, et surtout à leurs jeunes militants nullement informés des réalités passées, une manifestation hypocrite d'indignation susceptible de camoufler leurs propres responsabilités.

Ils ont confié cette tâche à Henri Alleg qui, pour avoir été torturé en vain du fait qu'il n'avait absolument rien à avouer, a joué de quelque prestige dans l'intelligentsia française à l'époque de la guerre d'Algérie.

Et ce journaliste révisionniste de pourfendre l'article de Jean-Pierre Cot... avec des arguments tout à fait insuffisants, recourant à des citations délibérément tronquées.

N'OUBLIONS PAS

Alleg évoque le communiqué du Bureau politique du PCF du 8 novembre 1954, mais prend soin d'omettre son passage le plus caractéristique de la ligne idéologique et politique des révisionnistes de l'époque. Voici donc ce passage : «Le PCF ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux...».

Nous laissons nos lecteurs libres de porter le jugement qu'inspire une telle position, désormais indélébile, que M. Alleg le veuille ou non !

Ensuite, Alleg tente de blanchir son Parti à propos

du scandaleux vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet le 12 mars 1956. Il fournit un extrait très court, soigneusement isolé de son contexte, du discours alors prononcé à l'Assemblée nationale par Jacques Duclos. Il a même le culot d'écrire : «... Que cette décision de voter les pouvoirs spéciaux ait été ou non correcte est une autre question» et conclut en appelant Jean-Pierre Cot à s'efforcer «à la même sévérité critique et à la même rigueur que nous recherchons (dixit Alleg) pour juger de notre propre passé».

Rafraichissons donc un peu la mémoire à cet ancien rédacteur de la presse du faux parti communiste algérien (ni communiste, ni algérien !).

Tandis que sans vergogne, le PCF proposait «une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre les peuples algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproques» (Tu parles...!).

L'Humanité du 13 janvier 1955 précisait : «Le PCA s'est toujours gardé des mots d'ordre inconsi-



Le 8 mai 1945, le colonialisme français dans la région de Sétif massacrait sauvagement les patriotes algériens. «Alger Républicaine», journal du PCA prenait alors le parti des assassins contre le peuple algérien.

dérés ou d'actes individuels qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes...»

Dans «l'Humanité» du 27 mars 1975, Maurice Thorez lui-même indiqua que le vote des députés de son parti en faveur des pouvoirs spéciaux de Guy Mollet visait «à préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialiste... Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un point spécial.»

On sait aujourd'hui, et l'histoire ne pourra plus jamais attester d'autre chose, que ce «point spécial» consista à accentuer la répression contre les patriotes algériens, et même à l'occasion contre les membres du Parti communiste algérien-mêmes (!) jusqu'à institutionnaliser la pratique de la torture.

Notons enfin, sans sur-

prise, qu'Henri Alleg, tout en feignant de polémiquer avec Jean-Pierre Cot au sujet de Mitterrand, a volontairement omis le grief le plus grave que l'on peut adresser au dirigeant du Parti socialiste : l'exécution capitale de Fernand Yveton et de patriotes algériens. Pourtant, ce nom-là, Fernand Yveton, doit bien dire quelque chose à Alleg, non ?

Nous empêcherons qui que ce soit de falsifier la vérité historique sur les responsabilités criminelles des dirigeants socialistes envers le peuple algérien, comme sur les responsabilités historiques indéniables des dirigeants révisionnistes français et algériens.

La controverse entre Henry Alleg et Jean-Pierre Cot n'est en définitive qu'une mascarade destinée à tromper les jeunes militants de leurs partis respectifs qui ne connaissent pas l'histoire. * Le cas de Mendès-France est d'ailleurs fort différent de celui de Mitterrand et nous ne saurions amalgamer ces deux politiciens «de gauche» en ce qui concerne leurs attitudes par rapport à la répression colonialiste.

Le nouveau gouvernement de Giscard : Troupe de choc ... pour le libéralisme avancé

Ainsi Giscard a «entendu le message» : celui du mécontentement dont témoignent toutes les luttes actuelles et dont les municipales ont donné le degré.

Les travailleurs en ont assez du système capitaliste d'exploitation et veulent profondément que cela change !

Alors voilà du «changement» !

Bien sûr, les nouvelles têtes (qui n'ont d'ailleurs rien de nouveau pour l'essentiel) ne peuvent faire

illusion : il s'agit toujours de mener une politique au service du capitalisme. A la tête d'un État capitaliste, le gouvernement quel qu'il soit ne saurait qu'être autre chose !

De plus, c'est en fait la même que celle menée précédemment et déjà défilée par Barre !

Alors ?

Simplement, Giscard a éliminé quelques «obstacles» en la personne de «hautes personnalités politiques» toujours sujettes

aux incartades, quitte à se priver des services de fidèles tels Poniatsowski pour se donner un gouvernement beaucoup plus sous sa coupe.

Un tel gouvernement pourra appliquer sans entrave ses «grands desseins» de «réformes», correspondant bien sûr aux intérêts du clan bourgeois qu'il représente et à ses conceptions en matière de gestion du capitalisme.

Il espère ainsi redresser en un an la situation en

MEETING

Le 3 avril à 14 H Salle de la Mutualité à Paris, le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) organise un rassemblement sur le thème : «Une seule solution : la révolution socialiste qui sera précédée d'une manifestation à 10 H au métro Oberkampf. Une délégation de l'Humanité rouge participera à cette journée et présentera une intervention au meeting.

faveur de son clan, face à celui de la gauche notamment, et faire à nouveau illusion.

Il va sans dire que les travailleurs n'ont rien à attendre et que les querelles au sein de la bourgeoisie toute entière, comme de l'actuelle majorité, n'en seront que plus aiguës.



Rectificatif

La conférence de presse qu'organise la section syndicale CFDT de l'hôpital Corentin-Celton aura lieu le JEUDI 7 AVRIL 1977

à 14 heures au local de l'Union locale CFDT, 19, rue Vandetard - Issy-les-Moulineaux.

Seront également présents des parents des pensionnaires de Corentin, des représentants des ouvriers et hospitaliers de Corentin, 2 dirigeants du syndicat CFDT-Assistance publique.

Pour la section, la secrétaire M. Nouvak

• Saviem-Limoges POUR L'ACTION propositions des Communistes Marxistes-Léninistes

Les réunions mensuelles des délégués du personnel avec la direction n'aboutissent jamais à rien et les travailleurs souhaitent depuis longtemps une action efficace.

Aussi, pour « appuyer » la prochaine réunion, les syndicats proposent une heure de débrayage avec manifestation hors de l'usine (sur la route du palais).

Les organisations syndicales craignent-elles une mobilisation sur l'usine ?

Elles veulent une nouvelle fois se faire une publicité dans les journaux et préfèrent laisser échapper la pression sur la route du palais alors que les problèmes sont sur la boîte...

Les communistes marxistes-léninistes affirment quant à eux que :

« Les syndicats doivent profiter du rassemblement pour tenir une assemblée générale en pratiquant réellement la démocratie ouvrière (au lieu de nous endormir avec un discours interminable).

« Tous les travailleurs présents doivent accompagner leurs délégués en les appuyant tout au long des négociations pour : imposer la transformation des contrats limites en contrats illimités, refuser le chômage et exiger nos 40 heures. »

• EDF (Marcoule)

Nationalisé ou privé MEMES METHODES

La CGT rabâche sans arrêt que pour que tout aille mieux et en particulier « pour la garantie de l'emploi, il faut nationaliser ». Elle prend l'EDF en exemple à ce sujet : il n'y aurait pas à l'EDF d'agent « sous contrat à durée limitée ».

Mais voyons les choses de plus près.

A Marcoule, qui fait l'entretien ? Une entreprise privée : la SOCALTRA.

Comment recrute-t-elle ? Sous contrat de un mois et demi à trois mois !

L'EDF se blanchit à bon compte, mais ces travailleurs travaillent bien pour l'EDF et sans aucune garantie d'emploi !

• Arlanc (Puy-de-Dôme)

Grève aux Ateliers de construction du Livradois

Depuis lundi la majorité des ouvriers des ACL d'Arlanc sont en grève, à l'appel de la CFDT, pour l'augmentation des salaires (qui sont d'environ 160 000 AF). Le patron a fait constater par huisser « l'entrave à la liberté du travail » ; seulement 35 personnes sur 270 travaillaient.

Correspondant Clermont.

Flics en action

Après la BNP, après Orly, après Decazeneuve à St-Denis, les flics sont intervenus à l'usine FRLE à Dijon...

Avec une police « démocratisée » par les soins du PCF, ces mêmes flics ne taperont plus que sur les « gauchistes », entendus par là ceux qui auront des revendications non « raisonnables », c'est-à-dire qui ne voudraient pas de l'austérité de gauche !

• Crédit du Nord

Développement de l'action syndicale style Séguy Etouffer les luttes Renforcer l'encadrement par la CGT

Un responsable fédéral CGT (Jacques Plat) s'est récemment déplacé en personne... pour briser une grève reconductible engagée par 800 employés au Crédit du Nord.

Une lettre du délégué syndical national CFDT Crédit du Nord, s'adressant à la CGT et largement diffusée nous montre d'autres aspects (complémentaires) de ce genre de tactiques.

Dans votre lettre reçue le 7 mars, vous proposiez à l'ensemble des organisations syndicales du Crédit du Nord, une rencontre pour étudier les modalités d'une éventuelle action nationale pouvant aller jusqu'à 24 heures de grève, là où les conditions seraient réalisées.

Cette lettre ayant été placardée immédiatement et massivement dans l'ensemble des restaurants parisiens et diffusée en outre, sous forme de tract le jour-même c'est-à-dire la veille des élections des délégués du personnel, nous ne vous cachons pas que nous avons pensé que cette opération n'était pas exempte de toute préoccupation électoraliste.

Par ailleurs, cette publicité était faite alors que dans le même temps aucune suite rapide ne pouvait être donnée à la grève interbancaire du 25 février, du fait de l'attitude de la fédération CGT qui n'envisageait une nouvelle étape qu'à la fin mars, tout en rejetant d'avance le principe de la grève de 24 heures reconductible (...)

Nous vous rappelons également que votre lettre nous parvenait après la proposition de la section CFDT de Paris d'organiser un sondage sur différentes formes d'action, allant de la grève tournante à la grève de 24 heures reconductible. Il est victorieux condamnant

Il nous faut également indiquer que, contrairement à ce que vous avez affirmé dans un tract diffusé le 21 mars, nous vous avons donné (verbalement il est vrai) une réponse positive à votre demande de rencontre.

Nous vous avons proposé la date du 14 mars en raison de la présence à Paris ce jour-là des deux délégués syndicaux nationaux de chacune des organisations syndicales. Cette proposition n'ayant pas été suivie d'effet, nous nous sommes finalement rencontrés le 17 mars, immédiatement après que nous vous ayons relancé par téléphone (...)

Or, la tournure des événements à Paris, aussi bien que l'aspect restrictif de votre proposition (action pouvant aller jusqu'à 24 heures) et l'attitude de votre Fédération démontrent que vous ne semblez pas réellement disposés à envisager une radicalisation du mouvement à Paris comme en province

même si cela répond au souhait formulé par le personnel se trouvant dans l'action.

Nous devons dire également que nous ne pouvons admettre les attaques frénétiques contre certains de nos militants dans le but

évident de discréditer notre organisation. En fait, il est clair que l'excès même de ces attaques se retourne

contre leurs propres auteurs».

La CGT se lance maintenant dans « un large développement de l'action syndicale » selon les propos de Séguy : dans ce secteur, c'est la « journée nationale du 31 mars », une manifestation devant PARIBAS (proposition à laquelle « la section CFDT de Paris du Crédit de Nord n'envisage d'ailleurs pas de répondre favorablement, après consultation d'une large partie du personnel ») etc.

Préoccupation électoraliste, attaque contre des militants combattifs (à la CFDT

notamment) : l'objectif est clair : il s'agit d'encadrer la classe ouvrière et tous les travailleurs pour mieux les tromper, pour mieux leur faire accepter une exploitation renforcée, tout en ayant l'air de les défendre !

Mais, comme le dit la lettre, ces attaques finissent par se retourner contre leur auteurs : le déjà nommé Plat en sait quelque chose lui qui s'est fait quelque peu bouculer le 21 devant la BNP pour avoir repri le refrain « du mouvement minoritaire » et les attaques contre les soi-disants « gauchistes ».

• La gacilly (près de Redon)

Victoire aux abattoirs

Les abattoirs de la Gacilly emploient 70 salariés, dont une dizaine de cadres.

Le patron ? un gars du coin, « parti de rien », qui connaît tout le monde dans le pays, un homme pieux.

Jusqu'à présent, les abattoirs, c'était une boîte tranquille. Les heures supplémentaires n'étaient pas payées, les fiches de paye indéchiffrables : pas de taux horaires, ni de classification. En octobre, le patron se permit de diminuer la paye de 300 à 500 F, sous prétexte que les heures ont diminué, alors qu'avant, il ne payait pas les heures supplémentaires.

Des gars proposent discrètement de créer une section CFDT ; au départ, les gars ne sont pas chauds, puis après la diminution de salaire, les 3/4 se syndiquent ; le délégué syndical est élu à l'unanimité à l'assemblée générale ; la direction essaie de faire échouer de manière juridique ; mais elle n'y réussit pas.

Les revendications principales sont :

- révision de la grille hiérarchique

- augmentation uniforme de 300 F

La direction ne voulait rien savoir. Alors on décide de débrayer 24 heures. Comme ça n'aurait servi à rien d'avoir débrayé 24 heures et de ne rien gagner, tous décident de se mettre en grève illimitée (le 30/2). Au cours de la première nuit des camions disparaissent ainsi que des bêtes. On décide de faire un piquet de grève jour et nuit ; « c'est la seule solution pour gagner.

La grève a le soutien des gens du pays, des bouchers, des paysans.

Après une semaine de sports d'hiver, le patron rentre. Il ne veut pas céder. Tous sont prêts à ce que « ça pète ». Ce mercredi, les délégués acceptent de discuter avec le patron les augmentations cas par cas et obtiennent entre 200 et 300 F selon les ouvriers. C'EST UNE VICTOIRE

En effet, le patron a lâché au bout de 9 jours d'occupation. Pour tous, c'était la première grève ; pas question de reprendre le travail sans avoir rien gagné. Ils ont frappé par leur détermination et leur organisation.

Dans le pays de Redon, il y a beaucoup de boîtes de 20 à 50 ouvriers. De plus en plus, elles réagissent contre l'exploitation sous couvert

paternaliste ; les luttes y sont dures et sans compromis (pépinières Régent à Redon 4 semaines en 76).

A l'abattoir, la plupart des ouvriers n'ont pas été d'accord avec le fait que le délégué discute cas par cas ; ça risque de diviser les ouvriers après la grève. De plus, le patron a cédé, mais il a le moyen de s'acheter et particulier des délégués ; il est important que les délégués ne prennent pas les décisions seuls, poussent le gars à dire ce qu'ils pensent et respectent ce qui a été décidé. C'est nécessaire pour que la section reste non breuse et soudée pour de nouvelles luttes.

correspondant HF
Cet article a été rédigé avec un ouvrier de l'abattoir

LE No 2 DE L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL EST PARU.

Passez vos commandes. L'exemplaire : 3 F.

